

Paris Le 10/8/68

Monsieur,

Vous devez savoir que, depuis le mois de Mars ~~Une~~ centaine d'universitaires étudiants, fonctionnaires et ouvriers tunisiens ont été arrêtés pour délit d'opinion et leur procès doit avoir lieu très ~~bientôt~~ devant une cour spéciale créée à cette occasion.

Les peines qu'ils encourent risquent d'être très lourdes si l'on se re fère aux déclarations publiques des autorités tunisiennes.

Tous les inculpés sont connus pour leur parfaite intégrité et les travaux des universitaires ont pu être appréciés aussi bien en Tunisie qu'à l'étranger.

Nous avons appris que Monsieur Mohammed BEN MAHFOUDH, actuellement inculpé a été votre élève. Sachant que vous avez connu Mohammed Ben Mahfoudh et que vous avez pu apprécierses qualités universitaires, nous vous demandons de bien vouloir témoigner de sa moralité et de sa valeur devant le Tribunal.

Il nous est naturellement difficile de vous demander de vous déplacer jusqu'à Tunis pour apporter ce témoignage, mais nous pensons que cette démarche pourrait se faire par écrit, adressée au Président de la cour de la Sûreté de l'Etat et au Président de la République tunisienne.

Nous nous permettons d'insister auprès de vous car nous savons que votre intervention ne peut qu'avoir une influence favorable quantà l'issue du Procès.

Vous avez dû apprendre par ailleurs que les droits à la défense des inculpés sont fort compromis: en effet, la plupart des avocats tunisiens ont été amenés à se récuser et les avocats français constitués par les familles ont été refoulés de Tunis.

Nous vous remercions infiniment et nous vous prions d'accepter, Monsieur, l'expression de notre profonde considération.

Le comité pour la libération de Ben Jennet  
et des autres Démocrates tunisiens.

Pour toute correspondance adresser à:  
Mlle LELLOUCHE  
238 Bd Raspail;

75/PARIS XIV°



# PARTI de la REVOLUTION SOCIALISTE

حزب الثورة الاشتراكية

## COMMUNIQUE

Le 2 Février, une grève des cours a été déclenchée par les étudiants de l'Université d'Alger. Selon les informations disponibles, le mouvement a été suivi à 100 %. La police a investi les locaux de l'Université, procédé à des arrestations; il y aurait des blessés, l'Université est fermée.

Les raisons de cette agitation résident dans les mesures que vient de prendre Kaïd AHMED qui, après s'être attaqué à l'U.G.T.A. et à l'U.N.F.A., se retourne contre l'U.N.E.A. Des sanctions graves, pouvant aller jusqu'à la suppression automatique de la bourse, sont prévues à l'encontre des étudiants récalcitrants, sans parler de la procédure d'élection des responsables de l'Union que veulent imposer les stratèges du Parti. De telles initiatives d'un temps que l'on croyait banni, n'ont pas manqué de soulever l'indignation et la réprobation de l'ensemble des étudiants Algériens. Mais, en réalité, elles sont l'aboutissement logique d'une politique réactionnaire d'un pouvoir qui, chaque jour, démontre qu'il n'est ni au service du pays ni à celui du peuple.

Intervenant au moment où le pouvoir essaie de colmater les brèches subies pendant la dernière crise, la grève estudiantine a été suffisamment grave pour que l'on dépêche sur les lieux non seulement des détachements puissamment armés, mais aussi la vedette du régime, patron du F.L.N., le Sieur Kaïd AHMED qui s'évertue à rétablir, à coups de trique, l'autorité du pouvoir. Ce dernier vit en effet dans la crainte d'une aggravation du climat politique et social déjà bien détérioré. Le ministre de l'Education Nationale est ainsi désavoué pour la deuxième fois: en même temps que l'enceinte de l'Université, c'est le peu de dignité restant à TALEB Ahmed qui est foulé aux pieds par les policiers. Le pouvoir ne respecte même pas ses plus fidèles serviteurs !

Par ailleurs, les mesures envisagées par Kaïd visent beaucoup plus l'étudiant en tant que tel plutôt que l'Union. Le pouvoir continue à donner de l'étudiant, l'image du citoyen privilégié à la charge de l'Etat, en l'opposant démagogiquement au chômeur, au déserteur. Il apparaît alors clairement qu'il est de plus en plus difficile d'entreprendre des études normales à l'Université nationale, surtout pour les étudiants les plus démunis - ce qui met un terme à la démagogie politique de formation de cadres du régime.

Devant cette situation - et faisant le lien entre la lutte des étudiants pour une Université plus juste et la lutte révolutionnaire contre le pouvoir actuel -, le P.R.S. est convaincu qu'il sera de plus en plus difficile au mouvement étudiant de s'assurer une existence viable tant que ses luttes resteront circonscrites à la seule défense des intérêts des étudiants. S'il en était ainsi, l'agitation estudiantine ne ferait le jeu que des opportunistes en mal de clientèle depuis l'éviction de leurs amis du pouvoir.

Mais si les étudiants relient leur combat à celui des travailleurs Algériens pour l'avènement d'un régime populaire par la Révolution socialiste, ils joueront alors leur rôle au sein de l'avant-garde consciente qui doit canaliser le mouvement spontané des masses contre la dictature et l'oppression.

le 8 Février 1968